

David Graeber - Pour une anthropologie anarchiste

Laurent Gilson

Émulations – Revue de sciences sociales 2020, Comptes rendus critiques, En ligne.

Article disponible à l'adresse suivante

https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/gilson

Pour citer cet article

Laurent Gilson « David Graeber - Pour une anthropologie anarchiste », *Émulations*, en ligne. Mise en ligne le 6 octobre 2020.

DOI: 10.14428/emulations.cr.089

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.* http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations

ISSN électronique: 1784-5734



David Graeber - Pour une anthropologie anarchiste

Laurent Gilson¹

Recensé : David Graeber, Pour une anthropologie anarchiste, Montréal, Lux Éditeur, coll. « Instincts de liberté », 2018, 128 p.

Le présent ouvrage pourrait assurément être qualifié d'iconoclaste, tant il détonne des normes académiques et ce, aussi bien par son sujet que par son ton mêlant légèreté et sarcasmes. C'est en effet avec un humour cinglant, mais aussi avec rigueur et conviction, que David Graeber questionne les liens – selon lui étroits – entre l'anarchisme et l'anthropologie qui relèveraient « d'une affinité étrange » (p. 19). Plus précisément, l'entreprise de l'auteur s'apparente *grosso modo* à une contre-histoire de la discipline, en vue de démontrer combien les anthropologues, eu égard au savoir qu'ils produisent quant à l'organisation matérielle et symbolique des groupes sociaux, auraient tout intérêt à inscrire leurs travaux dans l'élaboration conceptuelle et concrète « d'un monde dans lequel les gens sont libres de se gouverner eux-mêmes » (p. 16). Vaste projet théorique qui, comme toujours avec Graeber, est ouvertement arrimé à la pratique militante intensive qu'on lui connait² en sus de ses expériences ethnographiques plurielles. Enfin, bien que publié en 2018, le livre, précisons-le, est en réalité une réédition d'une première mouture au titre éponyme parue en 2006 (également aux éditions Lux), laquelle était déjà une traduction française du texte originel Fragments of an Anarchist Anthropology, sorti quant à lui en 2004 chez Prickly Paradigm Press.

Seize années après sa genèse, l'intérêt que présente cette parution est double : d'une part, un nombre considérable d'évènements à tendance insurrectionnelle se sont produits depuis 2004³, confirmant non seulement la dimension opératoire de certaines

¹ UCLouvain, LAAP, Belgique.

² Pour exemple, rappelons que David Graeber a joué un rôle prépondérant dans le mouvement « Occupy Wall Street » dès 2011, même s'il était alors déjà connu pour ses engagements militants et sa proximité avec les méthodes de l'action directe, en particulier à New-York. Sa pratique activiste associée à son rapport critique à l'université lui a de surcroît couté son poste à l'Université de Yale en 2007.

³ Citons pêle-mêle les Printemps arabes, l'organisation de collectifs de personnes sans-papiers en Europe occidentale, le réveil des mouvements étudiants en Amérique du Nord, les luttes pour la démocratisation en Afrique subsaharienne, et plus récemment les manifestations de Hong-Kong, les Gilets jaunes en France, la fièvre contestataire dans les pays d'Amérique latine ou encore la

analyses de Graeber quant au succès grandissant des méthodes et perspectives organisationnelles issues des principes anarchistes, mais aussi, plus généralement, l'imminence palpable du besoin de « faire autre chose ». D'autre part – et conjointement –, les travaux critiques portant sur les conditions de possibilité et de pérennisation d'une transformation sociale radicale ont incontestablement proliféré au sein des sciences sociales⁴, au point d'offrir une nouvelle caisse de résonnance à l'argumentaire de l'ouvrage qui, loin d'être désuet, trouvera à n'en pas douter une place de choix dans les débats actuels.

Passée une courte introduction dans laquelle l'auteur étaye ses buts et ses motivations, le premier chapitre entend revenir sur certains travaux des pionniers de l'anthropologie politique (notamment Mauss, Radcliffe-Brown, Clastres, etc.), mais également, non sans facétie, sur certains épisodes aussi anecdotiques que révélateurs de leurs biographies respectives (on apprend par exemple que Radcliffe-Brown se faisait surnommer « Anarchy Brown » dans sa jeunesse) afin de circonscrire théoriquement et historiquement le propos. Bien plus, Graeber se borne ici à identifier et à dégager les soubassements anarchistes qui habiteraient nombre d'œuvres fondatrices (critique de la forme étatique moderne, recherche d'horizontalité dans l'organisation sociale, régulation et désamorçage des dispositifs de pouvoir, d'autorité et de coercition, etc.). Et la démonstration est plutôt convaincante: force est de constater, avec l'auteur, que l'anthropologie anarchiste « existe presque déjà » (p. 29) dès la fin du 19ème siècle, quoique rares sont ceux qui s'en revendiquent ouvertement, voire qui mesurent pleinement le potentiel de subversion contenu dans leurs études.

Ce cheminement dans l'histoire de l'anthropologie débouche sur l'inévitable question de la violence, son monopole, sa gestion, sa régulation. Loin de recoder le débat dans la grammaire caricaturale et creuse d'une anthropologie hémiplégique en grande partie issue des paradigmes « contractualistes » (une humanité rousseauiste, bonne et fraternelle, *versus* une « nature humaine » hobbesienne essentiellement « barbare »), l'auteur aborde le problème pragmatiquement en contournant du même coup l'écueil ethnocentrique. Si elle est effectivement inhérente au fait social, la violence – et plus généralement le caractère nécessairement conflictuel du collectif – peut cependant revêtir des formes d'expression et des modalités d'action tout à fait hétérogènes selon l'organisation sociale. Plus concrètement, Graeber postule, à l'appui de trois cas ethnographiques (les Piaroa de la partie septentrionale d'Amérique du Sud; les Tiv implantés au centre du Nigeria; les Merina des Hautes terres centrales de Madagascar), que les sociétés égalitaires – dans lesquelles la violence physique et symbolique serait moindre – connaissent davantage d'effervescence imaginaire, se traduisant dans une

prolifération d'expériences autonomes telles que les ZAD, les occupations auto-organisées d'espaces publics et privés et le succès des méthodes issues de « l'action directe » dans les luttes écologistes

⁴ En témoigne le succès des travaux de figures telles que Slavoj Žižek, Judith Butler, Donna Haraway, Giorgio Agamben, Alain Badiou, Jacques Rancière, Frédéric Lordon, Étienne Balibar et bien d'autres encore

recrudescence des risques liés aux mondes invisibles pour qui cherche à accumuler des biens symboliques et matériels au détriment de la communauté (envoûtement, ensorcellement, renversement, etc.). Et c'est bien grâce à l'implémentation de ces « contrepouvoirs de l'imaginaire » (p. 32), véritables garde-fous contre les velléités autocratiques et espaces critiques empreints de créativité, que ces groupes sociaux parviennent à réguler et à répartir le pouvoir, ainsi qu'à désamorcer sa concentration dans les mains d'une seule personne ou d'un seul segment de la société.

Il va sans dire que l'auteur considère ces mécanismes de contrôle politique et social comme autant d'exemples inspirants, au potentiel insurrectionnel considérable, pour nos propres sociétés. En somme, tout se passe comme si la recherche d'un mode de vie et d'une culture commune plus égalitaires passait par le déplacement de la violence physique et matérielle vers un espace imaginaire agonistique où s'expriment les tensions, les conflits, les rivalités, etc. De sorte que ces mondes invisibles – impliquant des comportements, des rituels, des symboles, des interdits, des normes, des dangers etc. – qui structurent la communauté constituent un véritable « appareil de contre-pouvoir » (p. 41) tout à la fois capable de réguler la conflictualité et de subvertir l'ordre établi en cas de déliquescence de la cohésion sociale ou de dérive autoritaire. Refaire les imaginaires pour défaire les dominations; telle est la perspective à laquelle nous enjoint Graeber.

La filiation clastrienne de l'argumentaire est aisément identifiable puisque celui-ci s'inscrit pleinement dans la thèse de la primauté de l'aliénation politique sur l'aliénation économique défendue dans La Société contre l'État (1974). Tant et si bien que l'auteur poursuit logiquement son cheminement en revisitant à nouveaux frais les théories de la révolution; c'est l'un des objets centraux du second chapitre. Dès lors que le pouvoir se conçoit sous une forme relationnelle et dispersée, sa contestation sera d'autant plus efficace qu'elle sera graduelle et localisée. En d'autres termes, « La » révolution serait sinon une chimère, du moins une catégorie analytique et pratique creuse. À travers un retour sur ses propres travaux ethnographiques menés à Madagascar ainsi qu'une réflexion critique sur l'idée ô combien galvaudée de « modernité », David Graeber soutient en effet une théorie de « l'exode révolutionnaire », dont le principe de subversion s'apparente davantage à une « défection massive » des institutions qu'à un évènement cataclysmique – un « Grand Soir » – qui précipiterait leur disparition. Pour le dire simplement, il est ici question de se soustraire aux formes de domination, non pas en les combattant de front, mais bien plutôt en inventant une pluralité de nouveaux modes d'organisation de la vie sociale (des « micro-utopies »), laissant ainsi les institutions exsangues, à l'instar de coquilles vides qui s'effondreraient sur elles-mêmes. Une perspective qui n'est pas sans faire écho au concept de « retrait actif » de Paolo Virno (cité par l'auteur) ou encore, plus récemment chez Giorgio Agamben (2015), à l'hypothèse de la « puissance destituante » comme régime permanent (et immanent) d'opposition à l'avènement d'un pouvoir constituant synonyme de nouvelles formes d'aliénation.

4 LAURENT GILSON

Cette exploration des théories de la régulation socio-politique se poursuit et débouche naturellement sur un troisième chapitre qui prend à bras-le-corps la question de l'État. Au terme d'un détour historique et comparatif riche en exemples ethnographiques quant à l'hétérogénéité et aux métamorphoses de la « forme-État » (diversité des dispositifs de répression et de coercition, évolution des techniques de maintien de l'ordre, mutations des modes d'appartenance au collectif, etc.), Graeber met le doigt sur une question fondamentale: comment penser les fondements d'un système politique et social autrement qu'à partir de l'État? C'est que les multiples tentatives des anthropologues pour penser la constitution de collectifs humains sont restées, selon l'auteur, engluées dans une perspective évolutionniste, laquelle nous conduit systématiquement à envisager la forme étatique à la fois comme point de fuite et horizon de l'histoire. De telle sorte que toute autre forme d'organisation sociale est analysée à l'aune de ses carences vis-à-vis du référentiel étatique, c'est-à-dire comme un stade précédent l'émergence de l'État. En un sens, la thèse défendue implicitement dans ce chapitre pourrait se résumer de la manière suivante: le renouvellement des travaux anthropologiques sur l'État que David Graeber appelle de ses vœux devrait précisément permettre de « théoriser une citoyenneté en dehors de l'État » (p. 81), et in fine de contribuer au déploiement de modes d'auto-organisation originaux, départis d'aliénation car libérés des dispositifs de pouvoir confiscatoires. Rien n'est moins sûr. Toutefois, on ne pourra que suivre l'auteur lorsqu'il constate que la crise contemporaine du modèle stato-national (l'« État-nation ») conjuguée à l'avènement d'instances de gestion et de décision supranationales voire transnationales, nécessite un renouvellement en profondeur de l'anthropologie politique, au risque que « l'absence d'un tel corpus [soit] en voie de devenir une véritable crise » (p. 83).

Plus prospectif, le quatrième et dernier chapitre revient sur les enjeux et les implications d'une anthropologie anarchiste dans certaines des grandes problématiques contemporaines telles que les relations Nord-Sud, les mutations du travail et la propension à l'hégémonie de la démocratie représentative. David Graeber renoue donc ici avec ses principaux chevaux de bataille que sont la dette (2013), la bureaucratie (2015), les « bullshit jobs » (2018), ou encore la critique des systèmes politiques actuels. C'est sur ce dernier point que l'auteur s'attarde plus longuement puisqu'il s'attache à démontrer combien la propagation à l'échelle mondiale du système électoral – a fortiori du régime de représentation – comme modèle exclusif de répartition du pouvoir n'a, en fait, rien d'évident ni de naturel. Pour ce faire, Graeber interroge le processus décisionnel du consensus en tant que fondement et enjeu de la vie politique de toute communauté; processus qui présente une multiplicité de variantes historiques et culturelles brièvement abordées par l'auteur durant quelques pages, avant d'épingler le modèle bien particulier du vote. Contrairement aux représentations usuelles, le vote est ici analysé comme une façon particulièrement violente d'aboutir à un consensus – ou plutôt de l'escamoter –, en ce sens qu'il consiste en « une compétition publique où quelqu'un sera

nécessairement vu comme perdant. Voter est le moyen le plus sûr de garantir l'humiliation, le ressentiment, la haine; en fin de compte, la destruction des communautés » (p. 104). À l'appui de cette thèse, l'auteur soutient que la démocratie occidentale procède d'un vaste simulacre doublé d'un « militarisme sous-jacent » (p. 106). Il s'agirait moins de donner effectivement voix au chapitre à la population, que de produire l'illusion de la prise en compte de l'opinion de chacun, pour ensuite élire des représentants qui prendront des décisions dont l'application et le respect seront assurés par la force publique. En conséquence, les lignes qui suivent s'attèlent à montrer combien la démocratie représentative, loin d'être un modèle d'égalité, s'est historiquement construite à travers une juxtaposition de discours, de procédures, de dispositifs et de principes à caractère confiscatoire et coercitif. Graeber demeure par ailleurs optimiste quant à la réhabilitation des processus décisionnels issus de la « démocratie directe », dont il constate le regain de popularité parmi les mouvements sociaux tous azimuts.

Cependant, la radicalité de l'argumentaire le rend perméable à la critique; compte tenu du caractère revendicatif dont se prévaut l'ouvrage, il eût été intéressant de mettre l'accent sur les implications concrètes de l'implémentation de modes de décision alternatifs, ainsi que de nouvelles institutions. Car, si l'auteur survole une myriade d'exemples éclairants (les communautés autonomes du Chiapas, les conseils de ville de la Nouvelle-Angleterre, un certain nombre de cités médiévales, les assemblées populaires des Piqueteros lors du mouvement social argentin des années 1990, etc.), ceux-ci nous sont parfois présentés de manière lissée et idéalisée. Or, toute ambition de transformation profonde d'une société est d'autant plus féconde dès lors qu'elle questionne ses angles morts et ses contradictions d'une part; et, d'autre part, qu'elle ne sous-estime pas l'inertie du corps social et la puissance normative des dynamiques collectives. L'histoire des mouvements révolutionnaires est d'ailleurs émaillée de sinistres exemples qui témoignent de la difficulté à penser et à concrétiser une vie communautaire post-soulèvement à partir de principes radicalement autres. Il importe donc de ne pas esquiver les enjeux fondamentaux que constituent, pour toute collectivité humaine, la normativité et ses conséquences politiques, la gestion des déviances, la résolution codée des conflits, l'exclusion, les pratiques économiques; bref, les nombreux faits sociaux qui structurent, instituent, traversent, divisent, interrogent les fondements de tout ordre social, à plus forte raison les «micro-utopies » auto-organisées dont le principe fondateur se trouve être précisément le désir de « faire autrement ». On sait par exemple que le problème de la « police », entendue au sens large et conceptuel des pratiques collectives de régulation et de défense du groupe, a été l'objet de grands questionnements pour les communautés autonomes zapatistes ou au Rojava; de même que pour les espaces autogérés tels que les ZAD, les squats ou les centres sociaux, nécessitant une imagination et une réflexivité collective de taille pour ne pas reproduire les schémas incorporés.

Si David Graeber est aujourd'hui une figure de référence dans le champ de l'anthropologie économique, de la théorie politique, et plus largement en matière d'analyse critique des formes contemporaines du capitalisme, le présent ouvrage s'apparente davantage à un véritable manifeste dont la radicalité promet de ne pas laisser le lecteur indifférent. Quoiqu'il soit conçu comme « une série de pensées, d'ébauches de théories potentielles et de petits manifestes » (p. 7) pouvant laisser une impression initiale de tohu-bohu, le livre ne manque pourtant pas de cohérence, en ceci que les multiples thématiques, corpus théoriques, angles de réflexion et points de vue mobilisés successivement procèdent d'un même exercice identifiable, à savoir la conception d'un corpus inédit qui prend pour objet et pour objectif la production de nouvelles formes d'organisation sociale. Car David Graeber l'a compris : les anthropologues disposent de savoirs théoriques et expérientiels dont la spécificité est de mettre en exergue à la fois l'incroyable plasticité et l'écrasante inertie de toute configuration sociale. À la lumière des multiples crises et séditions que le monde a connues depuis la rédaction de ce texte, on saisit combien le projet de l'auteur n'a rien perdu ni en acuité ni en actualité : l'anthropologie, au regard de « sa conscience aigüe de l'étendue même des possibilités humaines » (p. 21), est plus que jamais requise pour participer à l'éclosion de nouvelles « formes-de-vie » (Agamben, 1995). Plus qu'un manifeste donc, cet opuscule résonne aujourd'hui comme un véritable appel. De surcroit, sa structure peu orthodoxe apparait en définitive comme une respiration bienvenue; la parole de l'auteur semble en effet se laisser guider par ses intuitions, ses convictions et son expérience, en sus de la finesse de ses connaissances foisonnantes en matière d'anthropologie culturelle, politique et historique. Les néophytes pourront y trouver une synthèse originale des grandes théories en philosophie politique et en anthropologie fondamentale, tandis que les anthropologues aguerris sauront, eux, mesurer le potentiel et la pertinence des propositions de l'auteur en matière d'élaboration conceptuelle – et pourquoi pas s'en saisir dans leurs propres travaux.

David Graeber nous a quittés au début du mois de septembre 2020, laissant l'anthropologie amputée de l'une de ses figures contemporaines les plus singulières, les plus prolifiques et, sans doute, les plus brillantes. En guise d'hommage, on insistera une dernière fois sur la dimension caustique qui habite cet ouvrage – véritable marque de fabrique de l'auteur –, tant au niveau de sa forme que de son fond, garantissant au lecteur une expérience aussi déroutante que roborative, et qui se subsume dans la citation de Jonathan Feldman qui tient lieu d'épigraphe : « En gros, si vous n'êtes pas un utopiste, vous êtes un imbécile ».

Bibliographie

AGAMBEN G. (1995), Moyens sans fins, Note sur la politique, Paris, Rivages.

AGAMBEN G. (2015), L'usage des corps. Homo Sacer IV – 2, Paris, Seuil.

CLASTRES P. (1974), La Société contre l'État, Paris, Minuit.

GRAEBER D. (2013), Dette: 5000 ans d'histoire, Paris, Les Liens Qui Libèrent.

GRAEBER D. (2015), Bureaucratie, l'utopie des règles, Paris, Les Liens Qui Libèrent.

GRAEBER D. (2018), Bullshit jobs, Paris, Les Liens Qui Libèrent.